

COLLOQUE INTERNATIONAL

Prévention des radicalisations :
résilience collective
et polarisation sociale

COMPTE
RENDU



PAGE 4 **INTRODUCTION - POURQUOI CE COLLOQUE INTERNATIONAL ?**

Jeudi 5 Décembre

PAGE 11 **OUVERTURE DU COLLOQUE**

PAGE 14 **POLARISATION SOCIALE ET SACRALISATION DES VALEURS : COMPRENDRE LE RÔLE DES IDÉAUX DANS LA RADICALITÉ ET DANS SA PRÉVENTION**

Scott ATRAN, directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), chercheur à l'université d'Oxford et à l'université du Michigan, et co-fondateur de Artis Research

PAGE 20 **CONSTRUIRE DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT**

Cathrine MOESTUE, psychologue, département de psychologie, université d'Oslo

PAGE 26 **ENSEIGNEMENTS ISSUS DES ATELIERS**

Vendredi 6 Décembre

PAGE 35 **PRÉVENIR LES RADICALISATIONS PAR L'ENTRÉE PSYCHOLOGIQUE**

Sabra BEN ALI, psychologue doctorante au sein du Laboratoire LIRCES à Nice, membre du conseil scientifique du centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus à Bordeaux, membre du pool d'experts du Radicalisation Awareness Network (RAN)

PAGE 43 **RADICALITÉS PLURIELLES ET COMPLÉMENTARITÉ DES APPROCHES**

Anne-Sophie LAMINE, professeure de sociologie, université de Strasbourg, Laboratoire SAGE, coordinatrice du projet RIGORAL (Religiosités intensives, rigorismes et radicalités), financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

PAGE 48 **TABLE RONDE CONCLUSIVE : RÉSILIENCE, POLARISATION ET RADICALISATIONS EN FRANCE, REGARDS DE L'ÉTRANGER**

Bruno SEDRAN, coordonnateur du Service des Équipes Mobiles, direction générale de l'Enseignement obligatoire de la fédération Wallonie-Bruxelles.

Cathrine MOESTUE, psychologue, département de psychologie, université d'Oslo.

Roxane MARTEL-PERRON, criminologue, responsable de formation, Montréal.

PAGE 54 **MISE EN PERSPECTIVE**

Murielle Maffessoli, Directrice de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville

PAGE 56 **ANNEXES**



INTRODUCTION - POURQUOI CE COLLOQUE INTERNATIONAL ?

Les organisateurs du colloque international sont heureux de vous présenter cette synthèse des discours, débats et des discussions qui se sont tenus durant deux jours à l'Université de Strasbourg. Loin d'une évidence, le comité de pilotage du colloque a réuni des acteurs divers témoignant d'une volonté commune de faire avancer la réflexion sur la prévention de la radicalisation.

Depuis 2014, une politique publique de «prévention et de lutte contre la radicalisation» s'est ainsi peu à peu construite en France, cherchant à mobiliser de manière transversale les acteurs publics, les acteurs de la recherche, les acteurs associatifs et la société civile¹. Cette politique publique a permis d'engager une réflexion d'envergure autour de la question de la radicalisation. Les attentats de

2015 ont conduit les responsables politiques à penser différemment la question des risques sociétaux. Les attentats ont effectivement entraîné une «nouvelle forme de violence qui nécessite une réévaluation des vulnérabilités²».

Dans le Bas-Rhin, et plus particulièrement à Strasbourg, de nombreuses initiatives de prévention des radicalisations ont vu le jour et fait de ce territoire un espace d'innovation actif et remarqué au niveau national et international. Les collectivités territoriales, les acteurs de la santé, les acteurs du champ éducatif et de l'intervention sociale, les services de l'État, les associations d'aide aux victimes, l'ESEIS (École Supérieure Européenne d'Intervention sociale), l'ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville) ainsi que l'Université de Strasbourg se sont ainsi largement mobilisés.

³PRACTICIES «Partenariat contre la radicalisation violente dans les villes» (H2020) ; RAPS «Recherche et Action sur les Polarisation Sociales», SHERPA, Québec (S.Rousseau) ; «Radicalité engagée, radicalités révoltées» (PJJ), RIGORAL «Religiosités intensives, rigorismes et radicalités» (ANR), pour n'en citer que quelques-uns.

Le 11 décembre 2018, la ville de Strasbourg est à son tour endeuillée par un attentat ayant fait 5 victimes. La mobilisation de nombreux acteurs dans la gestion sécuritaire, sanitaire et psychologique fut unanimement saluée.

Il semble aujourd'hui possible et nécessaire, de prendre le temps d'approfondir la réflexion autour de la prévention de la radicalisation. Les démarches visant à favoriser la prévention mises en œuvre sur différents territoires et les nombreuses recherches universitaires engagées permettent de donner le recul réflexif nécessaire à la compréhension du phénomène et à l'analyse de la politique publique³.

Les organisateurs de ce colloque international ont souhaité instaurer une véritable horizontalité dans le dialogue entre ces deux communautés. L'expertise de terrain et l'expertise scientifique se sont ainsi mutuellement alimentées mutuellement pendant 2 jours. De ce fait, ce colloque était composé de moments d'intervention en plénière et d'ateliers de travail, dans le but de faciliter les allers-retours entre théorie et pratique.



¹Séze R., Prévenir la violence djihadiste. Les paradoxes d'un modèle sécuritaire, Paris, Seuil, 2019.

²Baudouï R., «La vulnérabilité des villes au terrorisme. Les dilemmes de l'action publique», Les annales de la recherche urbaine, n°110, 2015, p.118-127.

Pourquoi la résilience collective ?

⁴Cyrulnik, Boris/Seron, Claude, La Résilience ou comment renaître de sa souffrance? Fabert. 2012

⁵Dans ce cadre, la résilience est la capacité d'une personne à faire face, à s'adapter à une situation imprévue et traumatisante

⁶Cf. Paddeu, F. (2012), «Faire face à la crise économique à Detroit: les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine?», L'information géographique, 76(4), p. 119-139 ; Michallet, B. (2009), «Résilience : Perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques», Frontières, 22(1-2), p. 10-18 ; Henrotin, J. (2014), «La résilience au défi de la surprise stratégique», Stratégique, 2, p. 125-146.

⁷Norris, F.,Stevens, S., Pfefferbaum, B., Wyche, K., Pfefferbaum, R. (2008), «Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness», American journal of community psychology, 41(1-2), p. 127-150.

⁸Cf. Weine, S. (2013), «Building Community Resilience to Violent Extremism», Georgetown Journal of International Affairs, 14(2), p. 81-89 ; Rohan, G., Salim, M. (2013), Countering extremism: Building social resilience through community engagement, London, Imperial College Press; Dalgaard-Nielsen, A., Schack, P. (2016), «Community Resilience to Militant Islamism: Who and What? An Explorative Study of Resilience in Three Danish Communities », Democracy and Security, 12(4), p. 309-327; Ellis, B., Abdi, S. (2017), «Building community resilience to violent extremism through genuine partnerships», American Psychologist, 72(3), p. 289-300 ; Flynn, S. E. (2016), « The Role of Community Resilience in Advancing Security », in Jayakumar S. (ed.), State, Society and National Security: Challenges and Opportunities in the 21st Century, Singapore, World Scientific Publishing, p. 71-81.

Le concept de résilience est devenu aujourd’hui incontournable dans le monde francophone. Largement diffusé par les travaux de Boris Cyrulnik⁴, le concept reste en France dominé par une définition individuelle et psychologique⁵. Sans être ignorée de la littérature francophone⁶, la dimension collective de la résilience est omniprésente dans le monde anglo-saxon, entre autres dans le concept de résilience collective (appelée «communautaire» en contexte anglo-saxon).

La résilience collective a tout d’abord été pensée pour décrire la capacité de groupes humains à faire face à des désastres d’ordre naturels, technologiques ou humains⁷. Depuis quelques années, de nombreux articles cherchent à appliquer ce concept à l’extrémisme violent et à la radicalisation⁸. L’une des premières études s’attachant à comprendre ce sujet est celle de Stevan Weine, professeur en psychiatrie à l’Université de l’Illinois, qui s’est intéressé au cas de jeunes Américains d’origine somalienne partis rejoindre les chebabs en Somalie. Plus récemment Stephen Flynn a cherché à décrire le processus de résilience collective à l’œuvre à la suite de trois évènements, les attentats du 11 septembre à New-York, l’attentat du Marathon de Boston le 15 avril 2013 et les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Il témoigne de l’importance de renforcer la résilience collective au niveau communal et régional pour faire face à ces évènements.



⁹Michallet, op. cit. (note 6).

¹⁰En s'appuyant sur une vaste revue de la littérature, Keck et Sakdapolrak identifient trois dimensions de la résilience sociale: la capacité des acteurs à faire face et à surmonter toutes sortes d'adversités, la capacité à apprendre des expériences du passé et à s'adapter à aux défis du futur (capacité adaptatives), et la capacité de mettre en place des dispositifs qui renforcent le bien être individuel et une robustesse sociale durable face aux crises présentes et futures. Keck M., Sakdapolrak P., «What is social resilience? Lessons learned and ways forward», Erdkunde (2013): 5-19.

Ces diverses études montrent aussi que le concept de résilience, tant individuel que collectif, est mobilisé tantôt de manière descriptive, tantôt de manière prédictive, décrivant des capacités, des processus ou encore des résultats⁹. Ces distinctions doivent donc faire l’objet d’une attention particulière, d’autant plus que du côté de la sociologie, le concept de «résilience sociale», plus récent, peine à trouver une définition consensuelle¹⁰. Le concept collectif de résilience peut-il s’appliquer à la prévention de l’entrée en radicalité violente ou concerne-t-il exclusivement les réactions post-attentat ? En quoi peut-il être pertinent pour les projets de prévention et pour les politiques publiques ? Dans quelle mesure peut-il constituer une entrée intéressante pour penser la prévention de la radicalisation ?

8 - POURQUOI CE COLLOQUE INTERNATIONAL ?



Pourquoi la polarisation sociale ?

Le concept de polarisation est utilisé dans les sciences politiques depuis de nombreuses années pour mesurer «une situation dans laquelle les opinions politiques de certains individus sont très éloignées de celles d’autres individus¹¹». Généralement utilisé en sociologie électorale, il est proche du concept sociologique de «différenciation sociale», qui s’intéresse à la fabrique et à la reproduction des différences (économiques, culturelles, ethniques, d’âge, de genre...) au sein des sociétés. La polarisation est donc un type de différenciation sociale de forte intensité, portant sur les opinions politiques, et articulé à une ou plusieurs autres formes de différenciation. Elle produit une concentration en pôles antagoniques des individus et des idées dont l’interaction les éloignent progressivement.

Ce terme est aujourd’hui convoqué comme un facteur explicatif de l’endossement d’un registre radical. S’il existe peu de travaux qui viennent appuyer ce constat, il semble cependant que la polarisation d’une société, dans des registres radicaux fortement clivés, pourrait contribuer à certaines trajectoires de radicalisation¹². La redondance d’expériences liées au racisme, à la discrimination ou plus généralement à toutes formes d’injustice dans la trajectoire d’individus qualifiés de «radicalisés» pourrait accréditer cette hypothèse.

En France, l’analyse du phénomène et la construction de la politique publique se sont majoritairement concentrées sur la dimension religieuse et plus particulièrement djihadiste du phénomène de radicalisation¹³ occultant par là même le rôle de la polarisation de l’espace social et plus particulièrement de la diffusion d’un discours antimusulman comme un élément pouvant favoriser le recours au registre radical djihadiste¹⁴ ou, plus largement, anti-social.

Le concept de polarisation permet-il de mieux comprendre le processus de radicalisation ? Dans quelle mesure la prise en compte de la pluralité des registres radicaux (et donc pas uniquement celui liés à l’islam) permet-il de rendre la prévention plus efficace ? Quel intérêt peut résulter de l’attention à la polarisation dans la politique publique et dans les projets de prévention ?

¹¹ Magni-Berton, R. (2003), «Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée»,Revue française de science politique, 53(6), 941-962, p. 947.

¹² Sageman, M. (2017), Turning to Political Violence: The Emergence of Terrorism, Philadelphia, University of Pennsylvania Press ; Stekelenburg, J. (2014), « Going All the Way: Politicizing, Polarizing, and Radicalizing Identity Offline and Online », Sociology Compass

¹³ Hénin, N. (2017). Comprendre le terrorisme: Fayard, p. 244.

¹⁴ Signalons d’ailleurs que certaines politiques s’appuient elles aussi sur le concept de polarisation. Ainsi, en 2007, suite à l’assassinat de Théo Van Gogh, le plan d’action du gouvernement néerlandais intitulait « Polarisation et radicalisation ».



OUVERTURE DU COLLOQUE

Nadia Idiri, sous-préfète en charge de la politique de la ville, rappelle que l'Etat est à l'origine d'un dispositif de politique publique de lutte contre la radicalisation en termes de détection, d'accompagnement et de prévention. Mais il revient à tous les acteurs de construire cette politique publique. La radicalisation met en évidence la nécessité d'une quête de connaissance : alors, la résilience est l'affaire de tou·te·s. Sur la radicalisation islamiste, c'est bien en mode projet que l'ensemble des acteurs s'est progressivement organisé (avec la recherche et les élu·e·s). En ce qui concerne la polarisation : la radicalisation a une histoire et des territoires spécifiques. Elle s'éloigne des seules vulnérabilités adolescentes et n'est jamais sans lien avec la question sociale (passé colonial, laïcité interrogée, réinvestissement du religieux...). Dans ce contexte, il faut s'interroger : qu'est-ce qui n'a pas été perçu ? Peut-être, la ségrégation réelle ou ressentie, la défaillance du lien social, la rupture des mémoires familiales et la pratique religieuse comme variable d'identité. La polarisation suppose deux pôles. L'effort de reconquête républicaine et sur le terrain sociétal implique une adaptation de nos politiques publiques. Aujourd'hui, il est intéressant de mettre en résonance résilience et polarisation.

JEUDI 5
SEPTEMBRE

Chantal Cutajar, adjointe au Maire en charge de la prévention de la radicalisation et de l'aide aux victimes, rappelle que la ville de Strasbourg a été une de premières communes de France à se mobiliser sur la thématique à la fois complexe et intimidante de la radicalisation. A l'époque, en 2015, tout était à inventer et la collectivité a avancé à coup d'expérimentations, d'échecs, de tâtonnements, mais aussi de quelques réussites. Cette démarche a bénéficié d'une certaine reconnaissance, ce qui a amené le Département d'Etat à nous proposer de participer à un programme d'échanges entre villes au printemps 2018. C'est à cette occasion qu'a émergé l'idée d'une réflexion collective, qui a abouti au colloque de ce jour. La réflexion sur les orientations de politique publique est une bonne chose, tout en réalisant que les concepts de résilience et de polarisation ne sont pas l'alpha et l'oméga de la prévention de la radicalisation. Ce sont des outils d'analyse et de débat. Par ailleurs, ce colloque vise à établir un dialogue entre praticiens et chercheurs, et dans toute démarche scientifique il faut se méfier des idées reçues et des fausses évidences : si l'échange d'expériences et de bonnes pratiques est indispensable, personne ne repartira de ce colloque en ayant trouvé la solution miracle, l'antidote à la radicalisation. Le travail doit se poursuivre. D'autant que nous faisons face à un véritable défi, qui est celui de la transversalité et du partenariat. C'est un art subtil et difficile, dont on vante souvent les mérites, mais auquel il n'est pas aisé de donner une réalité tangible, et qui nécessite une véritable relation de confiance, basée sur une vision partagée. Ce colloque peut permettre de progresser dans cette voie



Alexandre Feltz, Président de la Maison des Adolescents de Strasbourg et du réseau VIRAGE, souhaite saluer tout particulièrement le travail de Mme Idiri sur la question, ainsi que celui de l'ancien adjoint au Maire Olivier Bitz. Il explique que ce colloque est né à Boston, et avec l'ESEIS, l'ORIV et le réseau VIRAGE, et souligne l'importance d'avoir des visions transnationales sur ces questions, comme en témoigne les invité-e-s du colloque, venu-e-s des Etats-Unis, de Belgique, de Norvège, du Québec et d'Allemagne. Il est bénéfique également que les différentes institutions travaillent ensemble. La Maison des Adolescents (MdA) réunit

plus de 34 professionnel-le-s venu-e-s de champs différents autour des questions de santé, et s'est emparée progressivement de la question de la radicalisation, tout comme la Préfecture et l'Education nationale. Le réseau VIRAGE a pu voir le jour avec l'engagement financier important de l'ARS et en lien avec la Préfecture. Ce colloque entre dans les engagements de VIRAGE. Cette question de la radicalisation a beaucoup de portes d'entrées. Souvent est mise en avant la

personne qui a commis l'acte violent, en prenant moins en compte ce qui peut exister autour, et comment ces actes sont pris en compte dans les dynamiques des familles. La MdA accueille notamment un groupe de parole des mères. Il s'agit d'accompagner ces familles, mais aussi d'essayer d'apprendre de leur histoire.

Kara C. McDonald, Consul Général des Etats-Unis à Strasbourg, rappelle que le travail collaboratif entre les Etats-Unis et la France a commencé il y a quelques années déjà. Au printemps 2018 a été lancé le dialogue entre Strasbourg et Boston, dont l'objectif est de créer des échanges et de laisser des initiatives émerger. La radicalisation qui s'exprime par la violence confronte à la question de la prévention de la radicalisation violente et à la capacité de résilience collective. A l'aube de « l'anniversaire » de l'attentat de Strasbourg naissent beaucoup de questions autour de l'intention d'éviter de futurs actes : comment approcher la radicalisation en termes judiciaires mais aussi culturels, sociétaux, d'éducation ? Aussi, les solutions doivent être globales et locales, ce qui signifie travailler ensemble au-delà des frontières. Cela demande d'écouter les expert-e-s également, comme Scott Atran présent ce jour. Il est souhaitable que ce colloque permette une certaine « réflexion créative » et, à partir de là, des actions concrètes pouvant aider à prévenir cette violence.

Michel Deneken, Président de l'Université de Strasbourg, exprime sa joie d'accueillir ce colloque, notamment parce que les universités n'aiment pas le court-termisme. Dans ces problématiques de radicalisation, le gros travail est de sortir des slogans, et de tordre le cou aux idées reçues. Des unités de recherche à Strasbourg s'occupent de ces questions, et pas seulement depuis les attentats. D'ailleurs, la radicalisation ne concerne pas que l'islam. Les questions de fondamentalisme ont existé de tout temps. Les systèmes religieux ont érigé des principes à la fois irénistes et belligérants. Le colloque aborde le mot-clé de résilience. Or, on retient des attentats l'émergence d'une sorte d'erratisme politico-religieux d'une jeunesse déboussolée, mais aussi d'une France capable de dépasser un certain nombre de tentations. Le sujet de la résilience montre peut-être que, du point de vue académique, la confrontation des savoirs est une arme de dissuasion massive contre toutes les radicalisations.



POLARISATION SOCIALE ET SACRALISATION DES VALEURS : COMPRENDRE LE RÔLE DES IDÉAUX DANS LA RADICALITÉ ET DANS SA PRÉVENTION

Scott ATRAN, directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), chercheur à l'université d'Oxford et à l'université du Michigan, et co-fondateur de Artis Research

Artis Research¹ produit énormément de recherche sur des sujets novateurs, au croisement des neuro-sciences et de l'anthropologie. Dans le cadre de ce colloque, il était question de faire le lien entre l'exclusion sociale et l'acceptation de mourir au nom de valeurs sacrées, dont il faut comprendre la spécificité.

ARTIS est un groupe de recherche scientifique voué à l'amélioration de la compréhension de la violence collective politique et culturelle, à l'évaluation des risques et à la modélisation par le biais de recherches sur le terrain. La recherche multidisciplinaire sur le terrain est un ingrédient essentiel de la recherche scientifique sur la cognition et le comportement humains.

Scott Atran souhaite rappeler que rien dans la menace terroriste d'aujourd'hui n'est comparable à la terreur nucléaire qui existait pendant la guerre froide et qui était plus proche de détruire la civilisation. La question fondamentale qui anime ses recherches est la suivante : comment expliquer qu'un individu soit capable de tuer ou de mourir au nom de valeurs sacrées ? Scott Atran travaille de manière pluridisciplinaire et a réuni autour de lui une équipe d'universitaires, de responsables politiques ou encore d'anciens militaires. Ensemble, ils étudient pourquoi certaines personnes refusent le compromis politique ou ont recours au terrorisme. La méthode développée pour mener à bien ces recherches est la suivante :

1. Des entretiens et des expériences avec des leaders politiques et militaires, des soldat-e-s, des militant-e-s...
2. Des enquêtes expérimentales d'envergure pour tester les chemins potentiels de et vers la violence.



Scott Atran rappelle que Darwin parlait de ces vertus « sacrées » qui confèrent un immense avantage à tout groupe d'individus prêts à se sacrifier pour elles. Il évoque aussi Robespierre et son discours selon lequel la terreur est une émanation de la vertu : sans prétention à la vertu morale, tuer des milliers de personnes innocentes est inconcevable. Dans le terrorisme islamiste, il s'agit d'éliminer la zone grise, là où sont les non-croyant-e-s. Mais la renaissance actuelle de l'extrême-droite violente secrète le même tissu obtus reliant les individus à travers le monde, que le tissu djihadiste.



Quelles sont alors les valeurs sacrées ?

Les valeurs sacrées ne sont pas forcément religieuses. À ce titre, il est intéressant d'aller sur le terrain pour les comprendre et réduire l'écart courant dans les sciences sociales entre ce qu'on dit et ce qui fait partie du réel. C'est la même raison qui pousse l'équipe de Scott Atran à faire de la neuro-imagerie.

Les valeurs sacrées sont très individuelles dans le monde occidental (par exemple, personne ne va sacrifier ses enfants). Elles sont par ailleurs à l'opposé des valeurs mondaines sur lesquelles sont par exemple basées toutes les théories économiques. Dans les valeurs sacrées, aucun compromis n'est possible.

En économie par exemple, les éléments les plus rapprochés dans le temps et dans l'espace

sont les plus valables. C'est le contraire pour les valeurs sacrées (par exemple avec la venue du Christ dans le futur, ou le parcours de l'exode des Juifs, ou l'importance de Jérusalem). Il y a des conflits, des batailles, où les valeurs sacrées sont en jeu parce qu'elles donnent un sens à la vie. Ce sont ces batailles pour la défense de valeurs sacrées qui définissent les moments de l'Histoire. En 1776, les 13 colonies américaines étaient les plus riches, mais étaient prêtes à faire la révolution, à tout sacrifier pour la liberté. Mais aujourd'hui, les études montrent que très peu de gens sont prêts à se battre pour ces valeurs (même pour la liberté, la démocratie...). La notion d'humanité n'est donc pas aussi forte qu'on le pense.

Deux modèles : acteurs dévoués VS acteurs rationnels

- Les acteurs rationnels raisonnent en termes de causes et conséquences.
- Les acteurs dévoués agissent selon des valeurs sacrées non négociables : on observe une fusion de l'individu avec son groupe. Par exemple, les volontaires de l'Etat islamique (EI) étaient prêt·e·s à sacrifier leur propre famille pour le groupe.

Scott Atran a fait une expérience au cours de laquelle il a demandé à l'individu ce qu'il suivrait si le groupe abandonnait les valeurs. En Occident, presque tout le monde choisissait le groupe. Les combattant·e·s au Moyen-Orient choisissaient les valeurs. Parallèlement, on constate plus de mort·e·s et de blessé·e·s chez ceux et celles qui ont choisi les valeurs. L'équipe de Scott Atran a constaté une interaction statistique entre la fusion de groupe et les valeurs sacrées, qui maximise la volonté de se battre et de mourir. Ce constat se retrouve dans les forces spéciales américaines, dans la Légion étrangère ou chez le Hezbollah.

De plus, des imageries cérébrales d'individus prêts à partir pour l'EI ont été faites, suite à un travail de terrain qui a duré deux ans. Les résultats sont étonnants : le fait de lutter pour des valeurs sacrées induit une prise de décision presque automatique (il « faut » le faire). Pour tout le reste, il s'agit plutôt d'un calcul de coût-bénéfice.

A Mossoul, l'équipe de Scott Atran est allée à la rencontre de jeunes de 16 à 26 ans pour leur demander au nom de quoi ils ou elles seraient prêt·e·s à mourir. Leurs réponses se scindent en deux items : pour avoir un Etat indépendant arabo-sunnite, et pour défendre la charia. Ce sont les valeurs de l'EI. Malgré le fait qu'ils et elles aient souffert de la violence de l'EI, ils et elles ont intégré ces valeurs.

En Europe, il y a eu trois méthodes principales de recrutement de volontaires pour le djihad :

- La moitié a eu un contact direct personnel avec des militants.
- Un cinquième a été recruté à travers des amis et sa famille
- Un cinquième par internet.

En envoyant des personnes de l'Etat islamique faire des attentats en Europe, le groupe terroriste a échoué. Il a commencé à réussir quand il s'est immiscé dans les réseaux locaux à Paris, Bruxelles...

Il est aussi intéressant de relever le jeu tacite entre l'extrême droite et les djihadistes. Plusieurs faits peuvent être relevés :

- En 1982, un tract de Louis Beam, membre du Klux Klux Klan indiquait « Résistance sans dirigeant ». Al Qaïda a adopté la même idée dans un tract intitulé « Global Resistance ».
- Aujourd'hui, il existe un groupe d'extrême-droite violente qui s'appelle « Aryan Jihad » (« Le Jihad arien »)
- Un ancien leader d'extrême droite avait fait allégeance aux attentats du 11 septembre tout en stipulant qu'il était regrettable que ce soit les mauvaises personnes qui l'aient fait.

Quelle réponse apporter ?

²Maaz al-Kassasbeh a été capturé le 24 décembre 2014 par l'État islamique après l'écrasement de son avion de chasse en Syrie alors qu'il participait à des raids de la coalition arabo-occidentale. Il sera au cœur de négociation sur la libération de prisonnier.e.s entre l'Ei et le gouvernement jordanien. Le 2 janvier 2015, l'armée jordanienne tente de le libérer lors d'une opération aéroportée à Raqqa, mais celle-ci échoue. Entre janvier 2015 et février 2015, plusieurs informations circulent sur la mort de Maaz al-Kassasbeh qui aurait été brûlée vif par des membres de Daesh. L'immolation d'al-Kassasbeh a provoqué l'indignation en Jordanie et a entraîné une réponse militaire de la part du gouvernement Jordanien.

Les gouvernements ont tenté de répondre à cela avec le contre-récit, avec l'idée que l'idéologie « flotte » et « envahit les cerveaux ». Aussi, on appelle à la modération alors que cette même modération n'a aucun écho chez les jeunes. Ce n'est pas l'idéologie qui est importante mais plutôt l'engagement dans les réseaux, les liens entre les cerveaux et les corps. Par ailleurs, sur l'engagement émotionnel, les programmes de prévention n'ont aucun effet sauf quand la police de proximité aide. Malgré tous les contre-récits, aucun gouvernement n'a réussi à endiguer le phénomène. L'opinion a changé quand l'Ei s'est tiré une balle dans le pied lorsqu'il a attaqué ses propres valeurs en brûlant un pilote jordanien et donc, un croyant du Moyen-Orient².

Un « clash » de civilisations ?

Il s'agit plutôt d'un effacement des civilisations traditionnelles, vu à travers le côté obscur de la mondialisation : des repères millénaires disparaissent. En 1940, Orwell faisait un compte-rendu de Mein Kampf et se demandait pourquoi une nation entière tombait aux pieds d'Hitler alors qu'il offrait la révolution, le danger, la mort et la gloire. Il se demandait comment les sociétés modernes offraient à leurs citoyen-ne-s la tranquillité, l'évitement des risques, l'hygiène, le contrôle des naissances, bref, une vie agréable, et pourquoi personne n'était prêt à se battre pour ses idéaux. En fait, Hitler avait compris que les êtres humains ont besoin d'un sentiment de sacrifice et de transcendance. Les valeurs de la démocratie semblent aujourd'hui perdre du terrain devant le nationalisme xénophobe. La mondialisation a transformé les populations reculées en acteurs compétitifs qui cherchent la prospérité matérielle. Quand Scott Atran a demandé à des femmes pourquoi elles rejoignaient l'Ei, certaines des plus jeunes ont dit que l'Ei leur avait offert « 1000 likes » sur les réseaux sociaux. Les autres ont exprimé le fait de ne sentir « ni française ni arabe », de « ne plus savoir qui est homme ou femme », de vouloir « des lignes morales, des lignes rouges », et de trouver cela chez l'Ei.

Les civilisations se créent et durent grâce à des valeurs. La plus grande menace est le fait que nos valeurs deviennent de plus en plus faibles et que nous n'avons pas la moindre réponse à ces faiblesses.



Echanges avec la salle

Lors des échanges, le lien a été fait entre l'intervention de Scott Atran et la polarisation sociale, c'est-à-dire le moment où, dans une société, émergent des pôles antagoniques qui se nourrissent des idéologies opposées et vont chercher à attirer à eux « les ventres mous ». Plus des personnes essayent de travailler avec ces pôles, ces personnes radicalisées, moins ce sera efficace. Ces « bridge builders » alimentent la polarisation. Plus il y aura de

discours de stigmatisation de l'islam par l'extrême droite, plus ces gens se sentant stigmatisés vont alimenter le discours selon lequel nous vivons dans des sociétés mécréantes et qu'il est donc légitime d'attaquer ces sociétés.

Scott Atran rappelle que la polarisation sociale et la radicalisation sont des processus. Tout au long, on peut intervenir avec de l'engagement social (famille, amis), et avant que cela tombe dans les valeurs sacrées. Le mieux est d'engager les radicalisé.e-s dans une discussion de valeurs. Scott Atran explique que durant deux ans, une partie de ses étudiant.e.s a mené un travail avec des personnes de l'Ei en engageant des discussions sur la question des valeurs. Le constat est fait que plus la compréhension est réciproque entre les étudiant.e.s et les alléguant.e.s à l'Ei, plus ils et elles sont prêt.e-s à changer leurs repères... Scott Atran donne l'exemple d'une enquête de terrain à Sulawesi (autrefois dénommée Célèbes), une île d'Indonésie, en 2004, sur un groupe de kamikazes. Un groupe de salafistes est venu pour essayer de les convaincre de ne pas donner leur vie ou tuer des civils. Après une longue discussion, ils ont abandonné. Peut-être qu'en engageant des individus les plus proches possibles (mais tolérables) des groupes violents, on a plus de chances de les convaincre. Mais en venant de loin avec des valeurs libérales, « modérées », cela fera l'effet inverse.

Au sujet de la croyance et de la spiritualité dans un pays avec une laïcité forte, Scott Atran rappelle que selon Tocqueville, la Révolution française était contre l'institution catholique mais était une révolution spirituelle selon laquelle il fallait répandre la notion de droits humains à tout le monde. Aujourd'hui, la question est ouverte sur la possibilité de faire renaître nos valeurs, dans un contexte de fragmentation de l'Europe et d'affaiblissement de nos démocraties. Selon lui, les « valeurs qui font durer la vie » pourraient être la lutte anti-nucléaire ou pour l'environnement, mais c'est encore marginal. C'est aussi quelque chose de très abstrait, dans un temps lointain.



CONSTRUIRE DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Cathrine MOESTUE, psychologue, département de psychologie, université d'Oslo

Cathrine Moestue est psychologue et conférencière. Dans le livre Radicalisation, phénomènes et prévention, elle consacre un chapitre aux interactions ayant cours dans le processus de radicalisation. Elle participe à de nombreux réseaux internationaux, dont le Radicalization Awareness Network (RAN), ainsi qu'à des associations de recherche sur les sectes.

Comment devenir résilient·e ?

Cathrine Moestue a recours à la métaphore du rafting : le bateau pneumatique montre bien l'importance de rebondir face à l'adversité (la rivière les courants, les rochers...). Il est nécessaire de bien s'informer sur la rivière et de faire preuve de flexibilité pour s'adapter au contexte mouvant de la rivière. A contrario, en adoptant des points de vue polarisés sur la rivière, il y a de grandes chances qu'il y ait échec.

Les causes de la radicalisation sont très complexes : culture, religion, traumatismes, ou encore la politique. Toutes polarisent dans une perspective de « eux contre nous ». L'exemple de protestation de John McEnroe lors du tournoi de Wimbledon en 1981 est également typique d'une polarisation : le joueur et l'arbitre ont tous les deux vu leur réalité. McEnroe est très énervé (il dit : « You cannot be serious ») mais l'arbitre a une autre opinion et le ton monte. Il est important de toujours faire un effort pour maîtriser ses émotions et d'essayer de se mettre à la place de l'autre. Quand des jeunes se radicalisent, on peut aussi avoir une opinion différente sur les raisons qui les ont amené à se radicaliser.

Quand Cathrine Moestue était jeune, elle voulait devenir actrice. Finalement, elle a pris part à un groupe de gauche extrême radicale. Son exemple est pertinent pour cette discussion même si dans les années 1980, on ne parlait pas de radicalisation.

Cathrine Moestue est originaire de la classe moyenne supérieure norvégienne. Elle a déménagé à Stockholm pour le lycée où elle fait la rencontre d'un couple de professeurs « très aimables. » Cathrine s'attache à ces deux personnes qui font peu à peu figure de parents de substitution.

En 1984-1985, l'actualité quotidienne se portait sur la problématique des enfants qui mouraient de faim. Le sujet devient et est abordé régulièrement avec ces deux professeurs puis au bout de 6 mois, l'un d'eux lui confie un « secret » : il serait leader de guérilla révolutionnaire dont le but est de sauver les enfants. Son identité doit rester secrète et c'est pourquoi il se cache en Suède. Pour la jeune Cathrine, il apparaît comme un grand ami qui défend une grande cause. La jeune Cathrine ne devait en parler à personne, au risque de mettre en danger la vie de ces enfants. Ce professeur s'est mis à utiliser cette identité, cette autorité pour développer l'empathie et justifier peu à peu une attitude paranoïaque. Ainsi, le monde autour de Cathrine Moestue est devenu de plus en plus dangereux. Elle s'est renfermée sur elle-même et est rentrée à Oslo.

Son professeur s'est mis à lui écrire et à l'appeler sans cesse. En 1985, le rêve de Cathrine de devenir actrice lui semble injustifié alors que des enfants meurent de faim : c'est futile. En 1986, elle change d'identité et devient « Roxy », se dit que ses parents sont des nazis, que la démocratie n'est qu'une affaire d'hommes blancs, et que pour les femmes et les noirs, il faut soutenir aveuglement ce « dirigeant » pour faire la révolution. Roxy n'est pas Cathrine. Elle s'est transformée en quelqu'un d'autre. Son mentor a critiqué son origine bourgeoise, a instauré une discipline, l'a poussée à devenir mince... Elle est devenue végétarienne, s'est mise à la course...



Ses parents ont vu son changement et ont protesté. Une distance s'est instaurée. Roxy était différente, enfermée dans un environnement totalitaire. Elle et deux autres jeunes femmes sont retournées en Suède. Le « leader » a eu cette influence car il était professeur, et surtout enseignant de philosophie morale. En deux ans, Cathrine Mostue a été totalement désensibilisée et avait intégré ses principes et valeurs. Elle a tout de même tenté de partir souvent, mais il lui a fallu six ans pour réussir, en 1992, lors d'une rencontre avec un réfugié palestinien. Il est difficile de se rendre compte à quel point la culpabilité et l'isolement peuvent maintenir dans un tel état mental. On peut devenir radicalisé·e sans le vouloir.

Une expérience sur la résilience des enfants

Une vidéo est projetée, rapportant une expérience où des jeunes sont poussé·e·s à tricher par tous les moyens (dans le cadre d'un jeu de ballon dont les gains pourraient être gardés ou donnés à des enfants dans le besoin). C'est une réflexion sur la manière dont des « gens bien » peuvent faire des choses horribles, et sur la manière de s'en prémunir.

Il y a quatre manières de se désengager de sa morale :

- la justification (la fin justifie les moyens),
- la minimisation des conséquences,
- la déshumanisation des victimes,
- le déplacement de la responsabilité.

Dans les groupes de jeunes, un participant « initié » tentait de corrompre les autres en utilisant ces quatre techniques. Deux tiers des jeunes ont triché. Mais

certain·e·s n'ont jamais dévié. Il s'agit d'apprendre de ces enfants. Une des techniques est de dénoncer ce qui est en train de se passer : ainsi, la manigance perd de son pouvoir. Ensuite, il s'agit de s'immuniser en rejetant ce qui se joue et de garder sa ligne de conduite. L'expérience énonce que « les gens bien font toujours de bonnes choses s'ils restent engagés dans leur morale ».

Cathrine Moestue rebondit là-dessus pour expliquer comment rendre des jeunes plus résilient·e·s face à des messages manichéens qui cherchent à polariser. Le film montre que des jeunes arrivent à réguler leurs propres émotions compliquées et à croire en eux et elles malgré ce qui se joue dans la situation sociale. Cathrine Moestue explique que cela manquait dans sa famille : on y avait très peur des émotions fortes et des conflits. Or, il est important de s'entraîner. Aujourd'hui, elle dit essayer de se réguler quand elle a aussi envie de dire « You cannot be serious ! ». Pour lutter contre la polarisation, la clé pour les jeunes peut donc être d'avoir une famille forte.



Echanges avec la salle

Lors des échanges, il est rappelé que l'idée de travailler sur la résilience et la polarisation a émergé durant un voyage d'étude à Boston. En effet, la ville de Strasbourg étant jumelée avec celle de Boston, un échange de pratiques professionnelles a été proposé dans le cadre du programme « countering violent extremism » (CVE). Une délégation strasbourgeoise composée de 7 personnes a ainsi pu profiter de cette expérience.

Aux Etats-Unis, le terme de « Community resilience » (résilience communautaire en traduction littérale) est très utilisé par les travailleurs sociaux, les policiers, mais aussi les imams ou encore les pasteurs. Il rend compte de la capacité d'une communauté (de travailleurs, territoriale, de femmes, d'hommes...) à s'inscrire dans un processus de prévention des risques de rupture mais aussi de réactivité en cas de choc traumatiques.

La délégation strasbourgeoise a été interpellé par cette notion de résilience communautaire et s'est demandée dans quelle mesure il serait pertinent de le mobiliser dans le contexte français et comment. La résilience collective permet de réfléchir à la dynamique d'un groupe qui partage quelque chose : un territoire, un quartier, une religion, une origine et à la manière dont cette communauté fait face à des événements, des risques, des discours de haine, et ainsi protège le corps social de la désintégration. Dans son intervention, Cathrine Mostue a interrogé, à travers un exemple qui ne parlait pas d'islam, ce qui a fait que dans son parcours, dans sa famille, elle ait pu être tenté par un discours radical. En évoquant le travail d'Heidi Ellis et Saïda Abdi sur la résilience collective de la radicalisation à travers les partenariats, Cathrine Moestue rappelle que la connexion sociale est au cœur de la résilience. Dans la clinique d'Heidi Ellis, de jeunes américains d'origine somalienne allés faire le jihad en Somalie avaient un parcours de traumatisme, un vécu de discriminations...

Pour faire résilience dans cette communauté, il y a la nécessité pour les institutions de construire une confiance, un partenariat fort qui ne peut qu'être basé sur une confiance mutuelle pour faire ensemble résilience. Ellis parle aussi des facteurs de risques, qui sont toujours sociaux et liés à l'âge. En tant que communauté, il faut prendre soin de ses jeunes car il est naturel pour eux et elles de chercher une alternative en-dehors de leurs familles. et cela est exploité par des groupes, des recruteurs... Quand on n'est pas sûr de soi, de ses valeurs, quand il y a beaucoup d'incertitude, comme dans le monde aujourd'hui, on cherche les réponses à l'extérieur, du côté de l'autorité, ou de nos groupes d'ami-e-s. C'est dangereux quand on tombe sur des gens très sûrs de soi qui voient la vie en noir et blanc.

Lors d'échanges sur son vécu en tant que femme, Cathrine Moestue estime que son parcours n'a pas été différent en raison de ce paramètre et que des principes humains universels s'appliquent aux parcours de radicalisation, même si chaque cas est différent. Mais quand on parle de pouvoir et de contrôle par rapport aux femmes, certaines manipulations extrêmes peuvent effectivement entrer en ligne de compte (atteintes sexuelles etc). Sur l'importance de la famille, Cathrine Moestue explique qu'elle s'en est bien « sortie » grâce à un inconnu et que sa famille a eu de nombreuses opportunités ratées de l'aider. Celle-ci était effrayée et a durci l'échange. Il semble alors nécessaire aider les parents qui ont des enfants qui ont basculé dans l'extrême. On peut toujours les atteindre.

La psychologue précise ensuite son interprétation sur les raisons qui préservent les enfants de la vidéo de la triche : c'est un débat en psychologie sociale sur ce qui joue le plus entre le contexte ou l'individu. En fait, ce sont les deux : le contexte a plus de poids quand il s'agit d'une nouvelle situation, par exemple, si on n'a jamais rencontré de personnage manipulateur. Dans une situation habituelle, peut-être que le caractère joue davantage.



ENSEIGNEMENTS ISSUS DES ATELIERS

ATELIER 1

Face à la menace des radicalités, quelles stratégies éducatives pour quelles compétences psychosociales ?

Animé par la **Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Bas-Rhin (DSDEN)** et la **Préfecture du Bas-Rhin**

Dans cet atelier, il a été rappelé le contexte historique lié aux évolutions sociétales pour mettre en évidence cette question : si la famille et l'école ne sont plus des sphères sécurisées, quelle place peut prendre le discours religieux ? Depuis les années 2000 et la réaffirmation de la laïcité, mais aussi la recrudescence du racisme et des LGBTphobies, l'Éducation nationale a la volonté de réaffirmer les valeurs de la République. Des formations ont été mises en place pour le personnel, avec un focus sur la prévention des radicalisations en milieu scolaire. Il s'agissait aussi de faire le lien avec le développement des compétences psycho-sociales et le renforcement des facteurs de protection (sensibilisation face aux facteurs de vulnérabilité, travail sur l'esprit critique...). Des projets portés individuellement ou collectivement ont permis un travail sur la résilience collective. Les échanges ont révélé qu'il n'y a pas encore de vision totalisante de la radicalisation, et que l'institution scolaire est attentive à faire évoluer les pratiques en fonction des situations auxquelles elle est confrontée et en lien avec les partenaires qui interviennent sur ces questions.

ATELIER 2

Esprit critique, es-tu là ?

Animé par le **Conseil Départemental du Bas-Rhin**

Cet atelier a rassemblé plusieurs directions du Conseil Départemental 67 qui mettent en œuvre la prévention des risques auprès des familles, chacune de manière différente. Au cours de l'atelier l'esprit critique a été envisagé comme un acteur contre la polarisation et contribuant à la résilience. Il s'agissait de présenter les politiques publiques et de proposer aux participant·e·s de réagir : est-ce qu'elles contribuent à la résilience ? Le chercheur Emmanuel Eastes a rappelé qu'il n'existe pas un esprit critique mais des esprits critiques, pour permettre la contradiction. Plusieurs questions sont ressorties des ateliers : est-ce que les professionnel·le·s donnent suffisamment de place à l'aspect culturel ? Est-ce qu'ils et elles connaissent suffisamment le fait religieux ? Se donnent-ils et elles les moyens de toucher les parents et enfants ensemble ? Par quels moyens ? Prennent-ils et elles suffisamment en compte le besoin pour la fille et le garçon de prendre le temps de se rencontrer, d'être en pause avec soi-même et en pause avec l'autre ? Ce qu'il en ressort aussi, c'est qu'il faut continuer de permettre aux familles de s'appuyer sur un environnement riche en acteurs et diversifié.



ATELIER 3

Prévention des polarisations dans l'intervention sociale : penser les polarisations pour améliorer la prévention

Animé par l'**École Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale (ESEIS)**

Cet atelier visait à travailler sur l'intervention sociale et sur la façon dont le travail social peut être à la fois vecteur de polarisation et acteur de prévention. Une professionnelle allemande est intervenue : elle travaille dans la « politische Bildung » (éducation politique/civique) au centre régional pour la formation politique du Bade-Wurtemberg, qui cherche à renforcer les valeurs démocratiques. Dans son discours, tout le monde a fait le lien avec la conclusion de Scott Atran : personne n'est prêt à se battre pour nos valeurs démocratiques. Alors comment enthousiasmer pour la démocratie ? Est-ce vraiment le but de pousser à vouloir mourir pour la démocratie ? Il faut savoir que le centre en question ne travaille pas avec le concept de radicalisation mais avec celui d'extrémisme, défini comme une misanthropie dirigée contre des groupes minoritaires. C'est une conception globale de l'extrémisme qui peut toucher une pluralité de groupes minoritaires. Sur la polarisation sociale a été abordé Bart Brandsma et ses « dealers de polarisation » qui essayent d'attirer à eux le ventre mou et d'ainsi nourrir cette polarisation.

ATELIER 4

Sport et radicalisation

Animé par la **Ville de Strasbourg**

L'intitulé de l'atelier était volontairement sibyllin pour permettre différentes interprétations d'un sujet complexe. Le discours dominant sur cette thématique est souvent anxiogène, à forte connotation sécuritaire. Mais ce discours est rarement basé sur des études empiriques, et il masque le potentiel des pratiques sportives comme véritable outil de prévention. Le sociologue William Gasparini a présenté ses travaux, à la fois sous l'angle du communautarisme dans le football amateur, et de la place du sport dans des biographies d'acteurs terroristes. Et Farid Adjoudj a fait état des actions menées par la Ville en matière de sport-citoyen et de sport-inclusion. Les participants ont unanimement reconnu l'intérêt des pratiques sportives pour mener des actions de prévention dans un cadre de cohésion sociale. Les échanges ont porté sur les points suivants :



- Le discours qualifié d'anxiogène ou de pessimiste est-il réellement injustifié ?
- Quel est le rôle de l'Etat, en complémentarité des politiques sportives municipales ?
- De quoi ont besoin les acteurs de prévention ? (moyens, budgets, personnels, savoir-faire, formation...)
- Comment distinguer la radicalisation des phénomènes concomitants, pour apporter des réponses adaptées ? (affirmations identitaires, laïcité, pratiques religieuses ostentatoires...)

ATELIER 5

La confiance au service de la prévention des polarisations

Animé par la **Direction Interrégionale de la Protection judiciaire de la Jeunesse Grand-Est (DIRPJJ)**

L'éducation à l'esprit critique et au doute est depuis plusieurs années sur le devant de la scène. Pourtant, avant de prétendre avoir un effet sur les esprits à ce niveau, il est fondamental d'établir une relation de confiance. Mais, qu'est-ce que la confiance ? Et comment l'atteindre ? L'idée était d'ouvrir le dialogue avec les participant-e-s : il a fallu définir le sujet au niveau théorique, en précisant que la confiance est un mode de relation où se succèdent des phases de certitude et de doute. Elle est un processus qui peut être rompu. En cela, la confiance se distingue à plusieurs titres d'autres modes de relation comme l'assurance, la coopération ou le contrôle. Il a ensuite été question de la confiance interpersonnelle et de la confiance systémique. Les conditions de la confiance interpersonnelle ont été évoquées : elle implique par exemple de se dévoiler sur ses idéaux, ses émotions. Mais pour prévenir les polarisations, il faudrait également atteindre la confiance systémique, c'est-à-dire la confiance dans l'ensemble d'un système social et politique. L'existence de réseaux permettant le contrôle partagé, l'expérimentation des bénéfices de la coopération par les individus ou le souci de la cohérence entre les valeurs portées et les pratiques des institutions sont autant d'axes de travail susceptibles de renforcer la confiance systémique.



ATELIER 6

Capacité de résilience du groupe familial

Animé par le **réseauVIRAGE**

Il s'agissait d'aborder les places des familles. Dans sa pratique, le réseau VIRAGE est partie de l'idée que la radicalisation avait quelque chose à voir avec les familles, sans pour autant les désigner comme une cause. Cela permet de leur donner une place, celle d'un premier groupe identitaire, et donc le premier lieu où travailler les facteurs de risques et de résilience (autour de la place du doute, de la possibilité de l'autocritique, de l'abandon du contrôle...). Ensuite, autour de la question du trauma et de la transmission générationnelle, la famille est encore un espace d'expression de manifestation de rupture et de possibilité de radicalisation. Enfin, la famille peut être un acteur de prévention. Le « groupe des mamans » de réseau VIRAGE existe depuis un an : ce sont des mères d'enfants décédés ou incarcérés. Le projet est qu'elles puissent faire prévention (auprès de détenu·e·s identifié·e·s comme en voie de radicalisation ou déjà radicalisé·e·s). Et ce groupe doit aussi permettre un espace d'apaisement de leurs angoisses. Mais comment évaluer l'action de prévention ? Difficile d'avoir une réponse complète car la question des indicateurs se pose, ainsi que celle de la temporalité. Ici, les professionnel·le·s n'ont pas la vérité. C'est le groupe des mamans qui a la légitimité de passer l'information. C'est la première étape avant un réel travail pour faire tomber les défenses et accéder à l'autocritique. Donc si les professionnel·le·s souhaitent développer des facteurs de résilience dans un groupe qu'ils et elle·s accompagnent, il est nécessaire que ce soit le cas dans les institutions, entre professionnel·le·s, et dans le lien de dépendance financier entre les institutions et les professionnel·le·s.

ATELIER 7

Promouvoir des processus de réassurance auprès des professionnels

Animé par l'**ORIV**

Les professionnels-les sont aujourd'hui confrontés à des situations complexes qui les « bousculent » dans leurs compétences et leurs cadres d'intervention. Ces situations exigent la construction de nouveaux partenariats et interrogent leurs postures professionnelles. Alors comment faire face à ces nouvelles « épreuves de professionnalité » ? A quelles conditions et comment construire des processus de réassurance dans des contextes d'intervention pluridisciplinaires mais aussi caractérisés par une certaine imprévisibilité ? Avec un enjeu fort pour les professionnels-les : celui de maintenir le lien dans des situations de rupture s'exprimant à travers des processus de rejet, de repli ou encore de retrait.

L'objectif de l'atelier était de partager et de s'interroger entre professionnel·le·s sur les conditions à réunir. Il est ressorti des échanges que ces processus de réassurance passent par une connaissance mutuelle entre acteurs mais aussi par la reconnaissance des compétences et cadres d'intervention de chacun·e. Cela passe aussi par la construction d'alliances mais aussi par un positionnement institutionnel clair (à minima un cadrage hiérarchique) posant le cadre de l'intervention et permettant de disposer d'espaces ressources. Une des pistes consiste dans la création d'espaces de rencontres en inter-acteurs, afin de structurer des liens et de créer du commun autour de ces sujets.

ATELIER 8

Prévention et prise en charge de la radicalisation violente en milieu carcéral

Animé par la **Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP)**

Il s'agissait de présenter le dispositif de la mission de lutte contre la radicalisation violente de la DISP, c'est-à-dire un binôme de soutien composé d'un-e éducateur/trice et d'un-e psychologue. Ils et elles interviennent au sein des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et des établissements pénitentiaires auprès des personnes condamnés ou prévenus pour des faits de terrorisme, ou des détenu-e-s de droit commun susceptibles d'être en voie de radicalisation. Il ne s'agit pas d'être une police de la pensée, le dispositif est basé sur le principe de libre adhésion. Ils développent leur action sur la base de trois missions : l'évaluation, l'accompagnement (individuel et collectif) et la sensibilisation des personnels. Avec la personne détenue, il s'agit de travailler autour de l'agir violent, du passage à l'acte violent en raison d'une idéologie, quelle qu'elle soit. C'est un travail individualisé autour du parcours de vie, des ruptures, des vulnérabilités... Le service date de 2015, et depuis les binômes expérimentent et avancent à tâtons. Dans ce monde clos, ils et elles essayent de travailler le lien dedans-dehors et de faire des activités concrètes en faisant entrer des associations, qui n'avaient pas l'habitude de travailler en prison. La finalité de tout cela, outre l'évaluation, c'est de penser la sortie de la personne en lien avec la société civile, de mobiliser un tissu social suffisamment étayant et d'envisager pour la personne de nouvelles dynamiques personnelles et collectives.

ATELIER 9

Le dialogue interreligieux en Alsace : spécificités et identité ouverte

Animé par les **conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin**

Il s'agit d'un travail spécifique aux départements alsaciens. L'atelier a permis de présenter le travail interreligieux dans le territoire alsacien, puis de présenter le jardin interreligieux « Oasis de la rencontre ». En Alsace, les échanges entre autorités et institutions religieuses sont la norme. Les représentants des cultes sont en dialogue les uns avec les autres et avec le politique. Aujourd'hui, les actions menées depuis 15 ans vont aussi vers la jeunesse et en prévention d'une vision unidimensionnelle du religieux. Une plaquette présente 12 actions spécifiques

pour les collèges. Il est possible par exemple de faire venir un responsable de culte, d'aller au jardin interreligieux, ou de parler d'Adelaïde Hohwald, première femme alsacienne Juste parmi les nations (à l'occasion d'une exposition faite dans les collèges). Au sujet du jardin interreligieux, les bénévoles engagé-e-s sont témoins d'un ancrage solide des relations entre habitant-e-s et acteurs religieux du quartier. Le projet a demandé un temps de construction et de rassemblement. Les trois religions monothéistes sont investies. On y fait planter des choses par les jeunes. Le jardin est en lien avec l'association Eveil Meinau qui agit en prévention de la radicalisation.

ATELIER 10

En quoi l'éducation peut être un moyen de lutter contre l'endoctrinement ? Comment travailler les questions clivantes avec les jeunes ?

Animé par l'**ASTU**

Les acteurs de l'ASTU se sont posé la question suivante : que s'est-il passé pour que des jeunes ayant grandi en France aient l'envie de partir en Syrie et/ou de commettre des actes violents ? C'est un constat d'échec général : quand des jeunes se sont posé-e-s des questions à l'adolescence, au moment où ils et elles s'identifient à des groupes de pairs, les professionnel-le-s et la société en général n'ont pas trouvé de réponse. Or, certains groupes identitaires peuvent en apporter. D'où la nécessité de se remettre en question dans ses pratiques. Les acteurs de l'ASTU pensent que l'éducation populaire permet d'apporter certaines réponses aux jeunes. Mais il ne s'agit pas de faire de l'endoctrinement contre l'endoctrinement. Il faut permettre aux jeunes de pouvoir se remettre en question par eux-mêmes, par elles-mêmes. Plusieurs actions ont alors été développées sur la lutte contre les discriminations, l'égalité filles-garçons, les stéréotypes de genre, l'impact et l'utilisation des réseaux sociaux. Il faut apporter les éléments pour que les jeunes puissent s'interroger eux-mêmes et elles-mêmes sur leurs pratiques. Le rôle des adultes intervenant dans le champ éducatif et culturel pour que les jeunes puissent avoir une autonomie de jugement et de décision qui pourrait prévenir du processus de l'endoctrinement.



PRÉVENIR LES RADICALISATIONS PAR L'ENTRÉE PSYCHOLOGIQUE

Sabra BEN ALI, psychologue doctorante au sein du Laboratoire LIRCES à Nice, membre du conseil scientifique du centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus à Bordeaux, membre du pool d'experts du Radicalisation Awareness Network (RAN)

Sabra Ben Ali a travaillé au Centre Action Prévention contre la Radicalisation des Individus (CAPRI) Bordeaux, qui fait des actions d'accompagnement et de prévention auprès des individus et des familles. La mission du CAPRI est de recevoir les jeunes et les familles, d'informer et de former les professionnel·le·s du territoire et de développer des actions de prévention primaire. Le CAPRI est financé majoritairement par la Préfecture.

VENREDI 6
SEPTEMBRE

Trois types de « profils » dans les rencontres

Sur un échantillon de 60 personnes, les individus correspondaient plus ou moins aux catégories suivantes :

- Des individus qui souffrent de troubles psychologiques majeurs : il y a une rupture de prise en charge qui intervient souvent à la majorité du jeune. Il se réfugie dans une forme de religiosité très rigoriste, très contenante. Ce qui questionne, c'est le positionnement de l'entourage, qui a des difficultés à faire avec. Il y a parmi ces gens des personnes qui trouvent dans le salafisme quelque chose de contenant. Mais jusqu'à quand cela va-t-il tenir ? L'idée, ici, était de fluidifier l'accès aux soins, d'éviter les 6 mois d'attente pour un Centre médico-psychologique (CMP).
- Des individus présentant des vulnérabilités : ce sont en majorité des jeunes de 16 à 25 ans, en phase de remaniement identitaire. Leur rencontre avec l'objet religieux répond à tout un tas de questions (sur la sexualité, sur les filles, sur leur propre corps...). Certain-e-s sont dans une forme de provocation, ont des parents d'extrême droite, et/ou des parents qui, face à l'objet religieux, se positionnent de manière très rigide voire violente. L'accompagnement ne se fait alors pas forcément au niveau des jeunes mais beaucoup avec les familles. Les jeunes sont orienté-e-s vers une MDA ou un point accueil écoute jeunes (PAEJ).
- Des individus en voie de radicalisation : Il ne faut pas attendre la violence ou un passage à l'acte, mais intervenir en amont et accompagner les jeunes engagé-e-s dans ce processus. Il y a parmi eux des jeunes assigné-e-s à résidence, et des familles dont les enfants sont partis sur zone. C'est la rencontre entre plusieurs sphères, (police/justice/renseignements et CAPRI), qui fonctionnent différemment. Il s'agit de travailler en complémentarité, chacun à sa place. L'idée de cette prise en charge est de ré-inscrire la personne dans le droit commun. Pour cela il nous faut traduire notre travail auprès des professionnels de la sphère sécuritaire, non pas dans l'échange d'information, mais le partage de connaissances sur les dynamiques subjective et familiale. Il s'agit également de présenter le travail du CAPRI auprès des professionnel-le-s de la sphère sécuritaires (sans pour autant faire un échange d'information, en raison du secret professionnel).

Résilience et polarisation

L'idée de résilience collective prend son sens lorsqu'on l'évoque en rapport avec les familles de personnes qui sont parties sur zones. Effectivement, cela permet de faire une place à ces personnes et de les resituer dans le débat.



Néanmoins, la rencontre avec ces familles prend énormément de temps. Les familles ont du mal à faire confiance, ont beaucoup de questionnements, ont peur du regard des autres, et ne savent pas quel regard poser sur elles-mêmes. En même temps, il faut noter qu'elles sont venues, seules, trouver le CAPRI. La question des fratries est aussi centrale. Comment accompagner un petit frère ou une petite sœur dont la figure d'identification est qualifiée comme quelqu'un de monstrueux ? Il existe d'ailleurs des recrutements intra-familiaux.

Dans la mesure où il n'y a pas de systématisation de la prise en charge psycho-sociale, le défi est de faire en sorte que ces histoires ne soient plus taboues, qu'elles puissent être pensées. C'est donc positif qu'il existe des réseaux comme VIRAGE qu'il y ait quelque chose d'identifié sur le territoire.

Sur la polarisation : l'assignation à résidence (AAR) est un outil qui permet à l'Etat d'arrêter quelque chose qu'il juge dangereux. C'est une décision de Préfecture, qui ne passe pas par la justice. En tant que professionnel du champs psycho-sociale, l'enjeu pour nous est d'aller à la rencontre de ces personnes pour les remettre en mouvement. Sinon, cela participe d'une forme de polarisation dans laquelle la personne s'est déjà inscrite. Le CAPRI a réussi à aménager et assouplir une AAR notamment, dans le dialogue, en disant la nécessité que les déplacements de la personne sur le territoire soient possibles. Cela a marché grâce au partage de ce que chacun-e a compris de la situation.



Echanges avec la salle

Lors des échanges, Sabra Ben Ali aborde la nécessité d'indépendance des structures psycho-sociales, quand on parle d'interdisciplinarité. Elle explique que cette question est compliquée car elle est liée à la dépendance financière. Elle donne l'exemple de partenaires du sécuritaire, qui disaient avoir besoin de toutes les coordonnées des personnes qui contactait le CAPRI. De leur place à eux, cela paraissait nécessaire pour avancer dans leur projet. Cependant, le fait que ce partenaire soit un partenaire opérationnel et un financeur rend l'exercice

de positionnement difficile et peut mettre en péril l'existence de la structure. Néanmoins, cela paraissait tout à fait inapproprié du point de vue du travailleur social du CAPRI. L'équipe du CAPRI a pris position et a rappelé son éthique. Mais dans l'associatif, il est important de varier ses sources de financement pour éviter d'être sous la tutelle d'un financeur et pouvoir garder ainsi son autonomie de pensée.

Sur la systématisation des prises en charge psycho-sociales quand il y a une non-demande de certaines familles, Sabra Ben Ali estime qu'il faut surtout entretenir le dialogue, proposer et informer des possibilités de prises en charge. La question de la non-demande a été rencontrée sur une assignation à résidence. Le CAPRI a mis 6 mois à rencontrer la personne. C'est le temps qu'il met généralement pour rencontrer le jeune en radicalisation. L'équipe s'est appuyée sur la sphère communautaire, en l'occurrence la fédération des musulmans de la Gironde.

A propos de ce qui est proposé aux familles sur les prises en charge en fonction des profils (radicalisés, AAR, partis sur zones), Sabra Ben Ali explique que le CAPRI, en tant que membre de la Cellule de Prévention de la Radicalisation et d'Accompagnement des Familles (CEPRAF), recevait des lettres de mission de la Préfecture qui demandaient d'accompagner des familles concernées par la radicalisation « avancée ». Il s'agissait de leur signaler l'existence du CAPRI. Mais souvent, des mères de famille appelaient d'elles-mêmes, inquiètes. Il s'agissait de lever leur sidération, après qu'elles soient tombées sur des contenus choquants. Ensuite, il fallait travailler sur le positionnement : le ou la jeune en face est très rigide, donc il ne s'agit pas de faire du contre-discours. Avec le CAPRI, les parents pouvaient déposer leurs inquiétudes, partager leurs angoisses pour



pouvoir, face à leur jeune, se repositionner dans le dialogue. C'est vraiment un travail de coéquipiers. Par ailleurs, l'équipe a beaucoup eu à faire à des gens déjà accompagnés par l'aide sociale à l'enfance (ASE). Il faut accompagner ces professionnel·le·s de l'ASE et le Conseil Départemental pour flécher vers la bonne structure. Il y a autant de modalités d'action que de situations. Comme il s'agit de psycho-social, il est possible de faire de l'insertion, mais aussi du culturel, par exemple sur des éléments éloignés de la thématique en question, mais qui peuvent la faire ressurgir en tant que sujet, sans être mis à mal. Ces supports permettent de faire ressurgir la subjectivité là où la doctrine efface le sujet. C'est une manière pour le jeune d'envisager sa subjectivité sans que cela soit angoissant pour lui hors du point de conflit que peut représenter la thématique religieuse ou radicale dans son quotidien.

En ce qui concerne les radicalités autres que liées à l'islam, Sabra Ben Ali raconte l'exemple d'un jeune qui se trouvait dans une forme de radicalisation politique. Mais la question du financement s'est posée : la CEPRAF ne s'occupe pas des radicalisations d'extrême-droite, donc le CAPRI ne peut pas proposer de réponse dans ce cas-là par ce biais.. Il y a un autre référent sur ces questions-là.

Lors d'échanges sur la question de la marge de manœuvre de la psychologue au sein de l'institution, Sabra Ben Ali précise avoir été très autonome, ce qui implique de n'être pas enfermée dans des directives mais également de ne pas être protégée de certaines choses, comme devoir négocier avec des directeurs de cabinet... Cette autonomie est propre à la structure, liée à la carte blanche qu'ont donnée les institutions. Elles avaient des visions différentes donc ont proposé au CAPRI de construire son propre positionnement.

Interrogée sur ce qui l'anime dans sa pratique, Sabra Ben Ali parle de sa responsabilité vis-à-vis de la jeunesse et de l'envie d'avoir fait le maximum pour une génération. Elle voulait notamment, pendant ces études, faire un travail sur le retour du religieux chez les adolescents dans la postmodernité.

Alors qu'est abordé le sujet du « aller vers », de savoir jusqu'où on peut aller, Sabra Ben Ali avance que la supervision, le tiers, l'ont aidée. Elle a pu faire un travail sur elle-même et une réévaluation de ses pratiques. La radicalisation, c'est une clinique de la rupture. La psychologue choisit donc d'aller du côté de l'humain, « d'aller vers » jusqu'à la rencontre et de réfléchir ensuite à ce qui peut être partagé de son propre univers.

Des interrogations sont soulevées sur les instructions de prise en charge des enfants nés sur les terrains de guerre, si les parents sont morts ou incarcérés.



Sabra Ben Ali explique que des accueils se font sur Paris, et que les traumatismes sont évalués. Là, cette séparation d'avec les mamans est un traumatisme créé par l'institution. Il va donc falloir que les professionnel·le·s fassent la rencontre. L'équipe qui prend cela en charge est très pédagogue. Il faut se demander, au sujet de ces enfants : quelle place dans l'imaginaire collectif ? Comment ne pas les imaginer comme des monstres ? (A contrario du Procureur Molins ayant dit « ce sont des bombes à retardement »).

Au sujet des similarités dans ce qui se joue entre les jeunes et leurs familles, et entre Mme Ben Ali et son équipe et le paysage institutionnel, la psychologue donne l'exemple d'une jeune fille ayant une relation fusionnelle avec ses parents et où la possibilité de se séparer ne pouvait se faire que dans une modalité de rupture très forte. Les parents étaient très tentaculaires. Mme Ben Ali a pu remarquer qu'elle se laissait embarquer par la relation transference avec cette situation, elle répétait cette forme d'omniprésence, elle était « partout » avec toutes les institutions. Mais c'est cette forme de décalage du cadre classique qui a permis la rencontre avec le jeune et sa famille, le tout étant de ne pas être dupe de ce positionnement et de pouvoir s'en décaler petit à petit. Et puis, elle a pu se décaler petit à petit. Mais effectivement, il y a forcément des choses qui se répètent.

Les échanges reviennent sur le concept de résilience « collective », en comparaison au contexte anglo-saxon qui parle plutôt de « résilience communautaire ». Il y aurait trois manières de définir la résilience communautaire : d'abord, cela peut être ce qui permet de s'adapter à un événement aléatoire qui met en danger un groupe de personnes. Ensuite, c'est ce qui permet de résister face à un événement, un risque, une menace, de faire que la communauté perdure. Enfin, cela permet de mesurer la trajectoire d'une communauté après un événement (à quel point cette communauté s'est-elle transformée ?). En résumé, c'est à la fois la capacité à faire face, la capacité à s'adapter, et la capacité transformative. Il y a des désaccords sur la manière de la nommer : résilience sociale, communautaire, ou collective.

La valeur heuristique opératoire de ce concept de résilience collective est interrogée. Il est suggéré que les participant·e·s tirent eux-mêmes et elles-mêmes cette valeur heuristique en réfléchissant à la manière dont ce qui est amené pendant ce colloque résonne dans leur pratique. C'est un concept qui n'est pas encore très utilisé en France. Avec les interventions et ateliers, les participant·e·s ont pu voir comment ces concepts pouvaient être opérationnalisés pour comprendre comment, par exemple, en se concentrant uniquement sur une forme de radicalisation, on approfondit les polarisations qui traversent nos sociétés. Mettre la résilience au collectif semble intéressant pour pouvoir la penser ex-post (et pas seulement en post-traumatique) et ex-ante : avant même l'événement traumatique, comment une communauté résiste à un discours de haine, à une tentative d'embrigadement, à une désintégration ? Il ne s'agit pas de proposer une doctrine mais de mettre en pratique des termes, des concepts, d'affirmer d'où ils viennent et comment ils sont posés. On renvoie souvent la résilience au trauma, mais il est intéressant de regarder le travail de prévention.



RADICALITÉS PLURIELLES ET COMPLÉMENTARITÉ DES APPROCHES

Anne-Sophie LAMINE, professeure de sociologie, université de Strasbourg, Laboratoire SAGE, coordinatrice du projet RIGORAL (Religiosités intensives, rigorismes et radicalités), financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Un des terrains d'enquête d'Anne-Sophie Lamine a été les médias musulmans en ligne, avec une focale sur les articles qui ont suivi les attentats de Charlie Hebdo. Elle a observé deux types de médias musulmans et deux types de résilience :

- les médias spécialisés (avec des informations plus neutres) : Saphirnews. com en est un exemple, il a été co-créé après les attentats du 11 septembre par un jeune ingénieur qui entendait beaucoup de choses négatives sur les musulman·e·s et voulait pallier ces informations biaisées.
- les médias engagés (plutôt réactifs, militants, et religieux)

Ce terrain permet d'observer des polarisations ressenties et rediffusées par un groupe de musulman·e·s (plutôt religieux, plus ou moins orthodoxes). Mais de manière plus large, on constate également qu'il y a des discours sur les discriminations qui prennent de l'importance, pas seulement parmi les musulman·e·s.

Polarisation et discrimination

Quelques acquis :

- la perception de la discrimination est un des éléments favorisant la radicalisation.
- la focale sur l'idéologie est très insuffisante. Cela justifie une position mais...
- le croire renvoie à l'importance du vécu (constitué de l'expérience, des valeurs et du « faire groupe »). Ainsi, il y a deux dimensions, rationnelle et émotionnelle.
- la jeunesse implique l'immodération.

Un chercheur, Doosje, a travaillé sur des jeunes d'extrême droite et des jeunes musulmans. Il propose de définir le « système de croyance radicale » comme caractérisé par quatre éléments :

- Perception de l'illégitimité des autorités
- Perception de la supériorité de son groupe
- Perception de la distance aux autres
- Perception de la déconnexion sociale

Dans le cadre de l'enquête sur les médias musulmans en ligne, il faut regarder la manière de cadrer un événement pour distinguer les types d'engagement ou de prise de parole. Trois focales sont intéressantes pour cela : comment est exprimé le « nous/eux », l'injustice, l'action/la capacité d'agir. La polarisation ressentie est très forte dans les médias engagés : il y a la perception d'être une cible. On y trouve de très nombreux articles sur les atteintes aux personnes, aux lieux de culte, aux femmes, aux enfants. Et on nourrit le sentiment que cela n'est pas abordé dans les médias généralistes. Mais à côté de la polarisation, on trouve dans les mêmes médias (engagés), et de manière significative, du « Nous tous » à côté du Nous/eux, par exemple en abordant l'association interreligieuse Coexister, ou en reprenant l'échange entre Latifa Ibn Ziaten et le père d'un jeune homme tué dans l'Hyper Casher.

Du côté des médias spécialisés, on trouve : une normalisation, une désingularisation (les musulman·e·s sont des citoyen·ne·s comme les autres), des journalistes « comme les autres », une participation à des débats et émissions. Ce sont des médias plus reconnus, dont les articles sont occasionnellement cités par les médias généralistes.

Le double effet : polariser et rendre moins audible

Juste après le 11 septembre, il y avait encore une bonne image des musulman·e·s aux USA. En effet, il y avait eu beaucoup de prises de parole pour dire que ce n'était pas cela, l'islam. Quelques années après, tout a changé. La méthode de certains chercheurs a alors été de rechercher des « motifs » récurrents dans les médias, les discours politiques, en utilisant un logiciel anti-plagiat. Il s'est révélé que les organisations anti-musulmanes performaient avec un discours très décalé, avec une forte teneur en émotion. C'est cela qui a facilité la diffusion de ces discours. De plus, les organisations musulmanes avaient troqué leur discours participatif, citoyen, pour un discours plus défensif, donc moins audible..

L'effet de la double détente de la discrimination

Pour une partie des musulmans, l'énergie et le temps déployés à défendre son identité et son groupe sont énormes. Aussi, ce sont des ressources qui ne sont plus disponibles pour s'engager pour des valeurs et / ou construire des lieux d'engagement avec d'autres, notamment des jeunes.

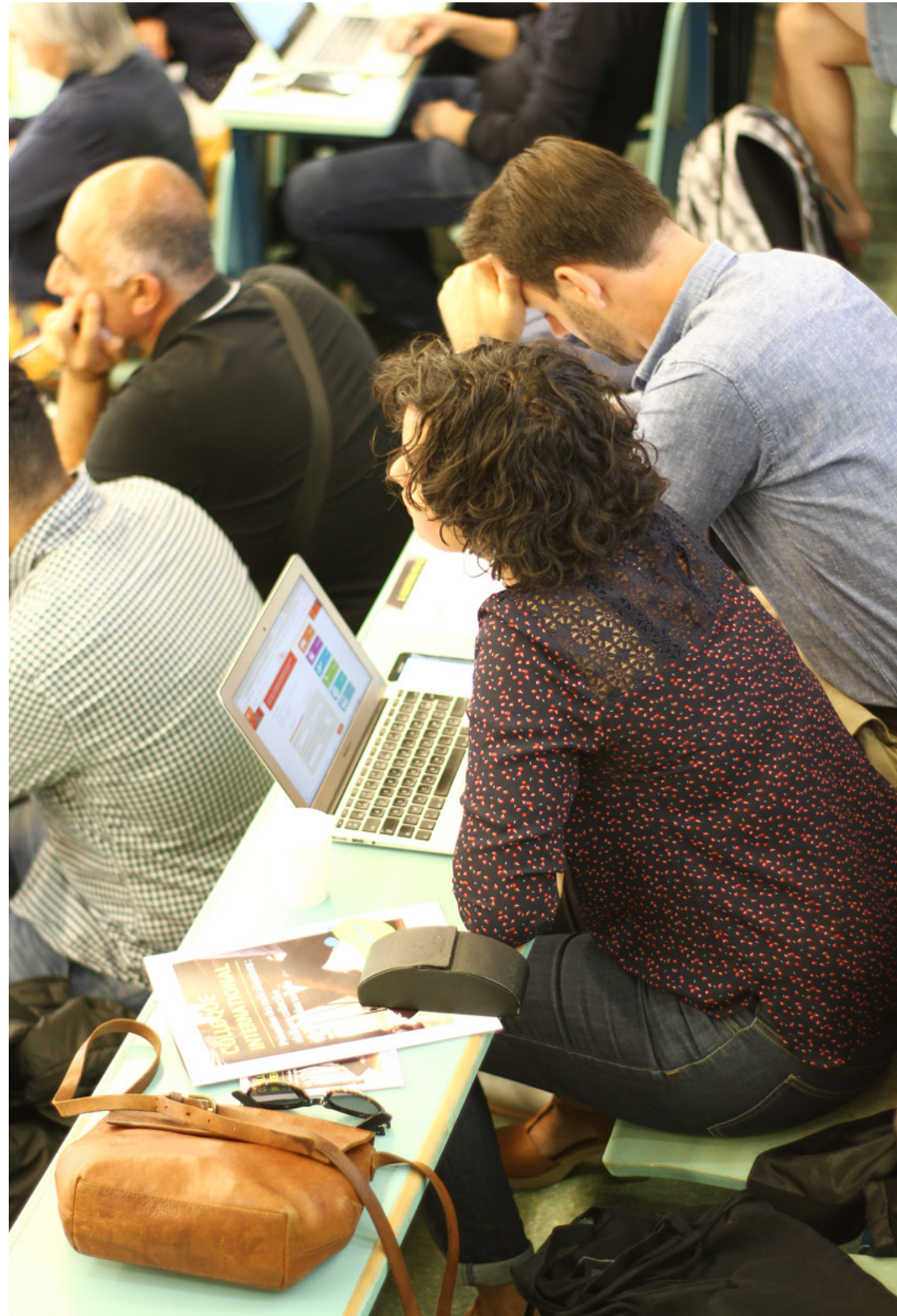
Conclusion

Pour augmenter la résilience collective il est nécessaire de prêter attention à différents sujets :

- Attention à ce qui accroît la polarisation
- Attention à la complexité de la différenciation : des personnes peuvent se différencier sur certains points, mais au contraire se sentir fortement partie d'un « nous collectif » à bien d'autres égards
- La discrimination/la non reconnaissance est un phénomène à double détente :

Effet de 1er niveau bien connu, moins de chances

Mais aussi de 2nd niveau : l'énergie et le temps perdus au détriment d'autres investissements



Echanges avec la salle

Des échanges évoquent le travail des éducateurs et éducatrices de rue, notamment auprès de jeunes maghrébin·e·s pendant les attentats et après. Peut-être que les équipes avaient fait une fausse manœuvre, notamment en rappelant avec ferveur les principes de laïcité. Peut-être que cette idée de singulariser les individus est une fausse piste d'approche et d'intervention pour répondre à ces questionnements identitaires. Par ailleurs, beaucoup de professionnel·le·s se sont vu·e·s renvoyer le fait qu'ils et elles prenaient la laïcité « comme une religion ». Anne-Sophie Lamine estime que les professionnel·le·s en ont parfois trop fait, aussi parce que tout était nouveau et s'est fait dans l'urgence. Le propos est bien celui-ci : essayer de ne pas en rajouter tout le temps, à cette différenciation. Et ne pas penser qu'ils et elles ne sont pas capables de comprendre ce qu'est la laïcité. Elle avance que, peut-être, cela invite à se demander si les professionnel·le·s et institutions n'en font pas quelque chose d'un peu dogmatique. En l'occurrence, les médias engagés disaient que la charte de laïcité était contre les musulman·e·s. Il s'agit donc bien de réfléchir à comment ne pas polariser davantage.

Le sujet des personnes revenant de Syrie et placées sous-main de justice est abordé, ainsi que l'impact des médias sur la reconstruction de ces personnes, et sur les professionnel·le·s qui les accompagnent. Les médias peuvent être vecteurs de polarisation. A la Maison des Adolescents, on estime qu'on peut effectivement se poser la question des médias comme on se la pose vis-à-vis des institutions, de l'Etat, et des polarisations des professionnel·le·s mêmes. Mais c'est encore un chemin à faire. Ce qui a aidé le personnel de la MdA, c'est de faire un pas supplémentaire dans la mixité dans les publics. Mais la structure aurait également intérêt à intégrer plus de gens différents, de différentes générations, origines, religions... et des journalistes, pour mieux parler de ce qui est fait, mais avec leurs outils.



TABLE RONDE CONCLUSIVE : RÉSILIENCE, POLARISATION ET RADICALISATIONS EN FRANCE, REGARDS DE L'ÉTRANGER

Bruno SEDRAN, coordonnateur du Service des Équipes Mobiles, direction générale de l'Enseignement obligatoire de la fédération Wallonie-Bruxelles.

Cathrine MOESTUE, psychologue, département de psychologie, université d'Oslo.

Roxane MARTEL-PERRON, criminologue, directrice de l'éducation et du développement des compétences, Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), Montréal.

Bruno Sedran travaille à l'équivalent de l'Éducation nationale en Belgique. Il coordonne un service de 26 intervenant-e-s qui vont sur tout le territoire francophone du pays, dans l'ensemble des établissements (primaire, collège et lycée). Les intervenant-e-s sont très divers, ils et elles peuvent être journalistes,

criminologues, anthropologues, éducateurs et éducatrices, ou ancien-ne-s enseignant-e-s. Leurs missions sont diverses et ne visent pas, à l'origine, les questions de radicalisation. Ils et elles travaillent sur le décrochage scolaire quand les acteurs et actrices de première ligne sont mis en échec, sur les situations de crise, et les incidents critiques (décès, suicides...). Le service a développé une méthodologie d'intervention, qu'il a dû spécifier après avoir été missionné sur la problématique de polarisation, puis sur la prévention de la radicalisation. Sur le terrain, la première chose à faire est d'analyser la situation et l'institution scolaire : comment a-t-elle généré ce phénomène de polarisation ? Puis, il s'agit de déterminer la prise en charge et de se tourner vers la structure qui pourra suivre l'élève en individuel, sans que l'équipe n'abandonne l'école.

Cathrine Moestue explique avoir deux rôles : en tant que psychologue, elle partage ses connaissances. Ensuite, avec son histoire, elle témoigne sur la manipulation émotionnelle. Ainsi, cela normalise le phénomène et lutte contre la polarisation. Il s'agit d'adresser le récit simpliste et d'essayer d'élargir le spectre. C'est plutôt efficace : on se dit que si cela peut lui arriver à elle, cela peut arriver à n'importe qui.

Roxane Martel-Perron travaille au CPRMV (Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence) créé en mars 2015 par la ville de Montréal avec l'appui du gouvernement du Québec. Il est le premier organisme indépendant à but non lucratif ayant comme objectif la prévention des phénomènes de radicalisation menant à la violence, ainsi que l'accompagnement des personnes touchées par cette réalité. Le CPRMV se caractérise par son approche novatrice, qui met de l'avant la prévention plutôt que la répression, l'accompagnement communautaire plutôt que la judiciarisation ou l'exclusion sociale. Le CPRMV aborde la radicalisation sous toutes ses formes idéologiques et est structuré autour d'une équipe pluridisciplinaire, regroupée en trois équipes : développement stratégique et scientifique, partenariats et engagement communautaire et éducation et développement des compétences.



Comment les intervenant·e·s travaillent-ils-elles avec la polarisation sociale et la résilience collective en prévention de la radicalité ?



Cathrine Moestue raconte qu'en Norvège, elle a fait une recherche sur les musulman·e·s, pour voir comment ils et elles résistent dans la vie de tous les jours dans le langage. Car la Norvège aussi se polarise contre les musulman·e·s. Par ailleurs, elle écrit sur le lien avec le trauma, sur les jeunes exploité·e·s par des prophètes autoproclamés. Il s'agit de faire en sorte d'avoir une réflexion informée lorsque l'on discute de ce sujet.

Roxane Martel-Perron explique que le CPRMV ne mobilise pas de façon explicite le concept de polarisations et a plutôt fait le choix de parler de radicalisation

menant à la violence, en faisant une distinction claire entre radicalisation et radicalisation violente. Le Centre met l'accent sur les moyens d'action et modes d'engagement mis de l'avant par les individus pour faire vivre leurs revendications, plutôt qu'être dans une logique de contre-discours. Ce faisant, le CPRMV désire renforcer la résilience des individus les plus vulnérables et favoriser la vitalité du vivre-ensemble en faisant de l'éducation, de la sensibilisation et de la prévention le moteur même de sa démarche. La résilience se travaille aussi dans l'accompagnement individuel de personnes ayant vécu des situations de radicalisation violente, en offrant un accompagnement volontaire, basé sur ses besoins et qui permet de faire sens du vécu des personnes. À titre d'exemple, la bande dessinée « Radicalishow » est un projet d'accompagnement collectif qui a permis à des jeunes pris en charge par le Centre d'illustrer leurs trajectoires vers des idées radicales violentes, en plus de leur permettre de s'engager de façon prosociale et devenir acteurs et actrices de prévention.

Bruno Sedran indique ne pas avoir eu recours à des témoins au départ. Car si les phénomènes étaient nouveaux, il n'y avait pour autant pas de raison de mettre de côté l'expérience des professionnel·le·s. Le concept de polarisation aide quand l'équipe va voir les enseignant·e·s, qui voient cela comme un conflit comme un autre et veulent mettre en place des débats au mauvais moment. Les intervenant·e·s leur expliquent qu'il faut encadrer l'émotion avant de commencer à rationaliser. L'équipe joue donc sur le tempo et la posture et

travaille sur le « ventre mou ». C'est ce qu'elle fait depuis longtemps, sur les problématiques de harcèlement, en travaillant avec les « spectateurs ». En ce qui concerne la résilience, le service de Bruno Sedran n'utilise pas vraiment le terme mais en connaît l'importance pour la prévention. S'il y a déjà de la résilience, les interventions sont beaucoup plus faciles. Donc, concrètement, dans une classe polarisée, il s'agit de voir d'où vient le problème et de s'intéresser aux jeunes, pas à leur identité. Faire un sociogramme peut aider, puis, l'intervenant essaye de retravailler sur un cadre commun, sur la question de la règle. Cela a un effet d'apaisement.

Comment le CPRMV aborde la dimension collective alors qu'il ne travaille pas en classe :

Roxane Martel-Perron indique faire des ateliers dans les écoles dans le cadre des formations. L'idée est d'essayer de trouver du commun à travers la différence, et de faire en sorte que les gens soient capables de nommer le malaise, l'émotion. En intervention, l'équipe fait de l'individuel, mais aussi du communautaire, avec des groupes de jeunes ou des familles. Par exemple, les œuvres d'art servent de prétexte pour évoquer des thèmes qui sont au cœur du problème. Cela ouvre une porte où l'équipe s'engouffre pour nourrir et accompagner le groupe dans son ensemble.

Qu'est-ce qui fait écho chez les intervenant·e·s dans le système de lutte contre la radicalisation français et ce qui diffère par rapport à leur pays ?

Cathrine Moestue indique que les discussions sont les mêmes en Norvège. Mais la question des « revenants » est traitée différemment : le pays n'accueille pas les enfants, alors même qu'il est l'un des pays les plus riches du monde. Il s'agit bien là du problème du récit : les politicien·ne·s pensent que des gens vont en Syrie de manière rationnelle, qu'ils ont fait un choix. Dans ce cas, la société ne peut pas les excuser. La réalité c'est pourtant aussi le cas de deux jeunes femmes de 16 ans parties là-bas et tombées enceintes.

Roxane Martel-Perron voit des points communs dans l'importance de l'interdisciplinarité et du leadership amenés par le niveau local. Les villes de Strasbourg et de Montréal ont pris l'initiative d'investir la prévention de la radicalisation violente, plutôt que d'attendre les directives nationales. Au niveau

des différences, elle note que le Canada commence très tôt à parler des différentes radicalités, alors que la France et d'autres pays européens ne se préoccupent pour l'instant que du djihadisme, malgré la présence de d'autres formes de radicalités.

Bruno Sedran explique que l'éducation nationale belge est très différente de la France. Par exemple, la question du voile est à la discrétion de chaque établissement. Aussi, son équipe a la possibilité de dire à un établissement que tout son système ne fonctionne pas, car l'établissement sait que son équipe est extrêmement disponible et qu'elle les aide par ailleurs en moment de crise. Par ailleurs, en Belgique, il y a des écoles catholiques, protestantes, musulmanes, qui sont des écoles d'Etat subventionnées. Après l'attentat de Bruxelles par exemple, l'équipe est allée dans une école musulmane qui avait peur des représailles. A propos de la pratique artistique dans le travail de prévention :

Cathrine Moestue n'y a pas recours personnellement mais explique qu'en Norvège, d'ancien·ne·s extrémistes ont fait une pièce de théâtre que tous les enfants vont voir, qui rencontre un grand succès.

Roxane Martel-Perron raconte que le CPRMV a monté une pièce de théâtre appelée « Embrigadés ». Par ailleurs, ses équipes essayent d'utiliser l'écriture, le dessin, le hip-hop...

Bruno Sedran indique que son service doit travailler avec d'autres structures pour faire cela. Les pièces de théâtre permettent aux élèves de jouer un autre rôle et d'endosser des identités multiples. Cela est notamment utilisé dans les centres fermés pour adolescent·e·s.

A propos du fait d'aller plus loin qu'aborder ce qui polarise, en s'interrogeant sur ce qui produit du commun, sur les valeurs qui créent du collectif :

Cathrine Moestue raconte que, personnellement, dans des moments d'énervement lors de situations polarisantes, elle s'arrête et écrit sur tout ce qu'elle et les autres concerné·e·s ont en commun. Ensuite, seulement, elle parle de tout ce sur quoi il y a désaccord.

Roxane Martel-Perron abonde dans son sens. Si quelqu'un tient un discours raciste ou dérangeant, il ne faut pas évacuer le débat, sinon la personne va trouver d'autres lieux, peut-être moins bienveillants, pour partager ses idées. Elle

précise toutefois que les intervenants doivent nommer leurs limites et reconnaître lorsqu'ils sont inconfortables à être interrogés sur leurs valeurs.

Bruno Sedran estime qu'il y a un fort consensus sur certaines valeurs comme la liberté. La question est plutôt celle du jugement selon une même valeur. Là est la difficulté de recréer un cadre commun par rapport à des jugements qui sont complètement individualisés.

Cathrine Moestue revient sur l'idée qu'elle a exprimé selon laquelle tout le monde peut se radicaliser si cela lui est arrivé : En fait, c'est un mélange de circonstances, une question d'opportunité et de moment de faiblesse. Or, les gens ont peur d'essayer de comprendre la dynamique de radicalisation. Pourtant, comprendre n'est pas excuser. La psychologie n'est pas « l'excusologie ». Quand une personne commet un crime, elle doit être punie, mais il faut prendre en compte l'ensemble de la situation.

Roxane Martel-Perron rebondit là-dessus : en formation, certain·e·s ont l'impression que les intervenant·e·s excusent les radicalisé·e·s. Or, si on fait le parallèle avec le suicide, comprendre pourquoi une personne a fait ça ne veut pas dire qu'on est d'accord. Ça veut dire qu'il faut comprendre la manière de réfléchir des radicalisé·e·s, pour mieux agir.

Au sujet du sport et de la laïcité dans les pays des intervenant·e·s :

Bruno Sedran raconte que le vivre ensemble est compliqué en Belgique. Sur le sport, c'est complexe : il semblerait que certaines salles de sport aient été des espaces qui auraient permis à des jeunes de se radicaliser. Le sport a toujours été un espace idéologique, avec le travail sur le corps, etc. Quand il travaillait à Molenbeek avec des jeunes dans les quartiers, il les voyait laisser tomber l'école et tout miser sur le développement du corps et du sport. Alors il faut essayer de comprendre.

Roxane Martel-Perron estime que la laïcité est aussi un enjeu d'actualité au Québec, notamment avec une nouvelle loi sur la question, inspirée de la France. Sinon, le Québec ne s'est pas beaucoup posé la question du sport, bien que le CPRMV ait organisé quelques activités sportives, considérant l'intérêt des jeunes, qui se rencontrent dans le sport comme ils se rencontrent à l'école, à la mosquée... Il faut plutôt voir ce qu'ils cherchent dans le sport et le prendre comme opportunité et plutôt qu'une menace.



MISE EN PERSPECTIVE

Murielle Maffessoli, Directrice de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville

Cette mise en perspective vise à faire ressortir les points saillants des échanges à travers quelques mots clés.

Le **dialogue** est un élément important : il a été mis en avant le fait de créer des lieux d'échange. Il faut permettre la rencontre entre jeunes et professionnel·le·s. Ces espaces doivent permettre de gérer l'émotion. Une parole violente peut être autorisée, mais dans certains cadres sécurisés où elle sera ensuite retravaillée.

Il a également beaucoup été question de **valeurs** (littéralement ce qui vaut) lors ce colloque. Certaines valeurs posées par certain·e·s sont en inadéquation avec le cadre juridique, la loi. Il faut donc dépasser le cadre des valeurs. Développer l'esprit critique peut peut-être permettre de passer des valeurs à la question du droit.

Par ailleurs peuvent être opposées valeurs sacrées et valeurs démocratiques. Or ces valeurs, on n'arrive pas à les faire vivre, parce qu'elles ne prennent pas sens pour certain·e·s. Alors à charge des politiques et des professionnel·le·s de ne pas transiger sur ce qui les fondent.

Les professionnel·le·s font état de la **complexité du sujet**. Plus que jamais ils doivent faire face à des situations insécurisantes et reconnaître leurs limites. La réponse est dans le fait de construire avec d'autres, en s'appuyant sur d'autres et en les considérant comme **ressources**.

Pour faire ressources, être ressources : cela suppose de la **confiance**. Elle se vit à trois niveaux : en soi, envers les autres et systémique. C'est ce dernier niveau qui est le plus complexe à construire. Pour les professionnel·le·s cela implique la mobilisation de la hiérarchie.

La logique voudrait qu'à un problème corresponde une réponse. Or la complexité des sujets et de la dimension émotionnelle, nécessite de **l'interdisciplinarité** qui repose sur une bonne connaissance des cadres d'intervention de chacun. Cela suppose **connaissances** et **savoir** à l'échelle du territoire mais aussi plus largement.

Il s'agit de s'enrichir des analyses des un·e·s et des autres, en France et à l'étranger. D'en tirer des **enseignements** propices à l'action pour les un·e·s et les autres.

Enfin, quelques points de critique : le Président de l'Université nous invitait tout à l'heure à une approche historique des événements, des situations. Effectivement, les événements que nous vivons s'inscrivent dans un continuum, sont le fruit d'une Histoire commune, une Histoire sociale, une Histoire de l'Immigration, une Histoire des Inégalités... Cette histoire nous apporte des clés de lecture des événements auxquels nous devons faire face aujourd'hui. Chacun·e d'entre nous, de la place qui est la sienne en tant que professionnel·le·s, se doit de questionner les causes profondes des situations et pas seulement agir sur ce qui s'exprime effectivement aujourd'hui. Ainsi pour l'ORIV, compte tenu de nos missions, nous avons choisi de travailler les situations de radicalisation en les abordant à partir des processus de rupture, de rejet et de retrait. Ils sont moins visibles que les faits de radicalisation, mais ce qu'ils produisent à long terme nécessitent toute notre attention.

ANNEXES

Vous pouvez cliquer sur les documents ci-dessous pour y accéder.



POLARISATION EN RADICALISATION : UNE APPROCHE PRÉVENTIVE INTÉGRALE

Direction Générale Sécurité et Prévention (Belgique)



RÉSILIENCE : PERSPECTIVE HISTORIQUE, DÉFIS THÉORIQUES ET ENJEUX CLINIQUES

Michallet, B. (2009). Résilience : Perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques. *Frontières*, 22(1-2), 10–18. doi:10.7202/045021ar



BUILDING COMMUNITY RESILIENCE TO VIOLENT EXTREMISM THROUGH GENUINE PARTNERSHIPS

B. Heidi Ellis et Saida Abdi, *American Psychologist*, Vol. 72, No. 3, 289–300 0003-066X/17/\$12.00 <http://dx.doi.org/10.1037/amp0000065>



POLARISATION, RADICALISATION AND SOCIAL POLICY: EVALUATING THE THEORIES OF CHANGE,

Vasco Lub, « Evidence & Policy », vol 9, no 2, 2013, 165–83, <http://dx.doi.org/10.1332/174426413X662626>



ACTIONS GOUVERNEMENTALES, POPULARITÉ ET POLARISATION POLITIQUE : UNE ÉTUDE COMPARÉE

Raül Magni-Berton, « Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée », *Revue française de science politique* 2003/6 (Vol. 53), p. 941-962. DOI 10.3917/rfsp.536.0941



WHAT IS SOCIAL RESILIENCE? LESSONS LEARNED AND WAYS FORWARD,

Markus keck and Patrick Sakdapolrak, *Erdkunde*, Bd. 67, H. 1 (January - March 2013), pp. 5-19, <https://www.jstor.org/stable/23595352>



Mise en page : Thomas Huard pour le réseauVIRAGE
 Identité Graphique : Alison Messaoudi pour le réseauVIRAGE
 Photographies : Thomas Huard & Alison Messaoudi pour le réseauVIRAGE
 Crédit photos p.26 & p.54 : Freepik.com